

CONSTRUIRE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE



SOLIDARITÉ ET LUTTE ANTIRÉPRESSIVE- CATALOGNE. ENTRETIEN AVEC LES COMITÉS POUR UN SECOURS ROUGE INTERNATIONAL. (TORREMOLINOS ANTIFASCISTA <HTTP://TORREMOLINOSANTIFASCISTA.BLOGSPOT.COM/> <Photo. José RODRIGUEZ ZAPATERO, président de l'État espagnol monarcho-fasciste et Helena SALGADO, seconde Vice-présidente du Gouvernement, Ministre de l'économie et du logement> Dans cette époque d'accroissement brutale de la répression à cause de la forte crise économique, dans cette époque où nous sommes la cible de l'appareil policier de l'État: forger la solidarité depuis la base du mouvement révolutionnaire est plus important que jamais. Au sein de TORREMOLINOS ANTIFASCISTA (Catalogne), nous avons parlé avec plusieurs activistes des Comités pour un Secours Rouge International dans l'État espagnol, afin de connaître leur travail et leur vision sur différents aspects qui nous importent: 1-QUAND ET POURQUOI SURGIT LE S.R.I.? QUELLES DIFFICULTÉS AVEZ-VOUS RENCONTRÉ AU MOMENT DE MILITER DANS UN COLLECTIF QUI LUTTE POUR L'AMNISTIE DES PRISONNIERS/ÈRES POLITIQUES? Il faudrait remonter à l'Histoire de l'entre-deux Guerres puisque le SRI a été créé -dans les années 20- par l'Internationale Communiste pour soutenir les révolutionnaires poursuivies avec une section puissante dans l'État espagnol présidée par Isidoro ACEVEDO: écrivain et l'un des fondateurs du PSOE [Parti Socialiste Ouvrier Espagnol] puis du PCE [Parti Communiste d'Espagne]. Mais le recul du mouvement antifasciste en général a paralysé ce premier SRI Historique. En 1975: dans l'État espagnol, un humble Secours Rouge s'est mis debout mais la brutale répression, les détentions, tortures et emprisonnements l'ont achevé à la fin des années 80. Malgré tout, la nécessité d'impulser la solidarité, la dénonciation des situations de répression et criminalisation a continué d'être véhiculée par d'autres collectifs de solidarité, les divers AFAPP [Association des Familles et Amies des Presxs politiques], les Comités et Assemblées pro-Amnistie et beaucoup de gens au niveau individuel ou local. En 2000: le programme pour donner vie à divers Comités pour un SRI est impulsé et déjà, en mars 2001: un organe de diffusion et d'expression apparaît "Solidaridad, por un SRI" [Solidarité pour un SRI]. Mais la répression est revenue frapper de façon brutale et en 2002: plusieurs solidaires ont été détenus/ées (l'un d'eux est toujours en prison en 2010 à CIETE CALCERRADA). La criminalisation a augmenté elle aussi, puis en 2003: celle-ci est devenue une Loi en mettant aussi les comités pour un SRI dans le même sac au moyen de la "Loi des Partis"[2] fasciste et du fameux mensonge: « Tout est GRAPO ». La même année -après 7 numéros d'existence- le "SOLIDARIDAD" a cessé d'être édité pour des raisons évidentes (celui du 1er mai 2001 a été distribué par environ 100 personnes dans la manifestation de Paris avec plus de 12.000 exemplaires transmis aux gens). [Note2. Cette Loi permet d'illégaliser les Partis politiques de Gauche révolutionnaire et les indépendantistes. D'autre part, depuis la dite "transition démocratique de 1978": l'État monarcho-fasciste espagnol donne l'impunité aux franquistes et à l'ensemble des groupes et Partis politiques néo-nazis, franquistes, fascistes et d'Extrême-Droite.] En 2008: nous sommes durement frappés une nouvelle fois avec l'incarcération de 5 solidaires qui sont toujours en attente de jugement, à ce jour. Mais là où frappe la répression: il y a eu, il y a et il y aura toujours la conscience et la résistance et nous pensons que les SRI peuvent jouer un rôle important dans la dénonciation et la solidarité dans la nouvelle étape de fascisation ouverte au visage de chien qui s'amplifie dans le monde entier mais spécialement en Europe, dont l'État espagnol. En ce moment, des Comités fonctionnent en: Extrémadure, Córdoba, Madrid, Galice, Pays Basque nord et sud, León, Catalogne et Asturies et au niveau européen dans plusieurs pays avec lesquels nous maintenons des relations non organiques sinon -oui- d'amitié et de fraternité. Au niveau européen, aussi: la répression et la criminalisation frappent brutalement. Il existe des SRI en Belgique, Allemagne, Italie, Suisse, Turquie et les Pays Arabes ainsi que des contacts dans d'autres pays. 2-COMMENT VOYEZ-VOUS LA SITUATION POLITICO-SOCIALE ACTUELLE? QUELLES DIFFÉRENCES ET RESSEMBLANCES VOYEZ-VOUS PAR RAPPORT AU MOMENT DU SURGÈSSEMENT DU S.R.I.? De fascisation ouverte et de risque réel de Guerre inter-impérialiste. D'augmentation de la répression à un niveau général. Auparavant, la répression brutale était dirigée contre ceux/celles qu'ils appellent «terroristes» et leurs «proches» ou bien contre les partis révolutionnaires, les plateformes antifascistes... maintenant le champ s'est élargi et il atteint aussi des écologistes, des ouvrier/ères en lutte, des internationalistes ou toute personne qui se meut dans les domaines de la dénonciation et de la lutte contre le capitalisme, contre leurs intérêts monopolistes, leurs syndicats domestiqués ou la lutte pour la terre mère. Nous maintenons qu'ici -dans l'État espagnol- les choses ont peu changé depuis 1939; on est passé d'un fascisme franquiste à un fascisme couronné, sans aucune déperdition: ni parmi les juges, ni dans les forces répressives, ni dans aucun appareil d'État. Comme le disait leur propre consigne: «Changer quelque chose -la façade- pour que toute reste identique! ». Un exemple, en 2010: il y a beaucoup plus de prisonnier/ères politiques dans les prisons de l'État espagnol qu'à la mort du sanguinaire dictateur, en 1975. Et -de fait- la condamnation à perpétuité fonctionne pour eux/elles, chose qui n'avait jamais été vu judiciairement durant le franquisme. Les Lois ont changées pour être plus répressives mais les «hommes» et les sigles qui les exécutent ont très peu changé. Sans nous étendre sur la Guerre Sale ouverte ou para-policrière... 3-VOUS PARTICIPEZ À UN INCASSANT TRAVAIL DE SOUTIEN ET D'INFORMATION SUR TOUT CE QUI ARRIVE AUTOUR DES PRISONNIERS/ÈRES. IRREGULARITÉS DANS LES DIFFÉRENTS PROCÈS, TORTURES, ETC. PENSEZ-VOUS QU'IL RESTE QUELQUE CHOSE D'OUBLIÉ DANS CE DOMAINE AU SEIN DU MOUVEMENT ANTIFASCISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE? Sincèrement, oui. Il existe encore beaucoup d'organisations communistes, anarchistes ou antifascistes qui ne se positionnent pas sur les prisonnier/ères politiques et les réprimé/es, qui maintiennent des positions ambiguës sur les dénonciations de cas sanglants, comme par exemple ce que vit le Secrétaire Général du Parti POLITIQUE révolutionnaire PCE(r)[Parti Communiste d'Espagne reconstitué (le 8 juin 1975)]: Manuel PÉREZ MARTÍNEZ "Comarade ARENAS", prisonnier déjà depuis 17 ans, gravement malade et qui n'a jamais participé à la lutte armée. Certaines positions seront celles d'une sincère méconnaissance -elles s'useront par elles-mêmes- certaines seront celles du sectarisme, d'autres de ne pas mettre en danger leur statut de légalité ou de ne pas risquer d'avoir de sérieux problèmes répressifs et de les vivre s'ils franchissent la ligne du politiquement acceptable pour l'État. Tout cela à un moment où les prisons sont remplies d'indépendantistes, communistes, anarchistes, okupas, antifascistes, écologistes radicaux et ouvrier/ères. Quand vont-ils se réveiller? Comme le disait un assistant lors d'un débat, quelques jours auparavant: «Quand cela leur conviendra...». Vraiment, ce serait triste. Mais nous devons dire aussi que chaque jour plus de jeunes, collectifs et organismes se rapprochent de la dénonciation contre les prisons et la répression en pratiquant la solidarité... Par exemple: de nombreux groupes musicaux ont élaboré récemment des chansons de solidarité, de dénonciation de la situation des réprimé/es politiques. Un autre exemple: plusieurs organismes ont réalisés des actes de solidarité économique, des expositions du travail des prisonnier/ères politiques... Oui, chaque fois plus de personnes ont compris que le «c'est valable pour tous» est devenu une réalité quotidienne et ils se sont mis à travailler à sa dénonciation, en dépassant la peur que l'État impose. 4-QUELLES ACTIVITÉS RÉALISEZ-VOUS? PENSEZ-VOUS QUE LES DIFFÉRENTES PLATFORMES ET COLLECTIFS DEVRAIENT SE PROPOSER -DANS UNE PLUS GRANDE MESURE- À CÉDER DES ESPACES POUR LA RÉALISATION DE DÉBATS ET PROJECTIONS PAR LESQUELS FORMER LES MILITANT/ES FACE À LA NOUVELLE ESCALADE RÉPRESSIVE? Avant tout: de dénonciation, diffusion et de soutien aux réprimé/es. Cela a lieu dans les rencontres-débats, mobilisations et unités d'action anti-répressive ou de solidarité qui se montent. On tente de soutenir les réprimé/es le plus possible, en couvrant les péculs financiers de ceux/celles qui n'en disposent pas, livres, vêtements, presse, correspondance, visites dans les prisons... On informe sur leurs situations au travers de documents, les blogs et les web; nous sommes en relation avec leurs familles qui sont en train de vivre une autre répression détournée, celle de la dispersion y compris de la criminalisation directe contre elles pour le simple fait d'être leurs familles ou amies. Des expositions, journées anti-répression sont organisées, on a participé et on participe à des émissions de radios libres, des fanzines et à d'autres médias de contre-information... Des tables informatives sont organisées avec du matériel réalisé par les presxs politiques eux/elles-mêmes... Pas à pas, puisque les forces sont peu nombreuses et les domaines à travailler, très amples. Quant à la seconde question: le champ de la solidarité s'agrandit. Par exemple, depuis des années: beaucoup de Centres Sociaux, okupas, gazteteak... offrent leurs locaux pour des débats, expos, concerts de solidarité, etc. Mais d'autres collectifs aux moyens pourtant suffisants (locaux, périodiques, économie saine, webs...) ne font pas encore le nécessaire pour amplifier et diffuser les dénonciations, les expos, les actes variés, le soutien économique (voyages à des milliers de kilomètres dus à la dispersion et dépenses énormes...). C'est le problème -clairement politique- que nous avons abordé dans la question antérieure. Par exemple, avec la répression vécue par les compagne/ons grecques ou ceux/celles de l'Europe de l'Est: beaucoup de dénonciations intéressantes se sont réalisées dans l'État espagnol mais ces mêmes collectifs ne l'ont pas fait avec la propre répression, la criminalisation et l'illégalisation dont nous souffrons et que nous vivons quotidiennement dans l'État espagnol, ce qui -depuis une lecture "mathématiquement objective"- peut laisser entendre qu'ici ces situations tellement sanglantes n'ont pas lieu: chose qui est loin d'être certaine. Il manque une grande autorcrite entre toutes/ces compagne/ons et qu'une fois pour toutes: ils se joignent à la dénonciation répressive et aux actes de solidarité avec les réprimé/es politiques dans l'État espagnol qui sont très nombreux/euses: 1.000 presxs politiques (dont 740 indépendantistes, 50 communistes et antifascistes, des dizaines d'anarchistes, des ouvrières et ouvriers combattifs/ves...), des milliers de réprimé/es, pénalisés avec amendes, illégalités, tortures, frappées dans les mobilisations, en attente de procès-farce... 5-RECEMMENT, NOUS AVONS ENCORE ÉTÉ LES TÉMOINS D'UN NOUVEAU CAS DE MANIPULATION DES MASSES, LORS D'UN REPORTAGE DIFFUSÉ SUR UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION PUBLIQUE. COMMENT LA CRIMINALISATION QUI SE DÉVERSE SUR LE S.R.I. VOUS AFFECTE-T-ELLE? PENSEZ-VOUS QUE CELA A DE L'INFLUENCE SUR LE FAIT DE NE PAS POUVOIR CRÉER UN TISSU SOLIDAIRE FORT POUR LES PRESXS POLITIQUES? Vous faites référence au reportage poubelle du 1er mai 2010 du Journal hebdomadaire sur TVE, contre les GRAPO, le PCE(r) et le SRI mis dans le même sac -rempli de mensonges et de criminalisation- et dirigé contre un compagnon du SRI avec toute sa famille. Évidemment, il joue le rôle de Guerre Sale et ils font en sorte qu'enormément de gens ne se joignent pas à la lutte de solidarité anti-répressive à cause de la terreur imposée par l'État contre tout ce qui bouge sur les terrains solidaires ou de dénonciation de la répression. Mais cet épisode est quasiment anecdotique puisque il n'est que le "le dernier" quand -depuis 1975- toute personne solidaire en faveur des réprimé/es souffert de la Guerre Sale, des jugements-farces ou pour le concrétiser par un seul exemple: du seul fait de mettre une photographie d'un prisonnier/ère politique dans un local, un bar ou dans la rue: on peut te juger à l'Audience Nationale [qui n'est autre que le Tribunal de l'Ordre Public franquiste avec un autre nom qui a changé du jour au lendemain: en 1977] et entrer en prison pour beaucoup de temps. Combien de personnes sont mortes ou blessées par balles au cours de manifestations pro-Amnistie, de dénonciation de la répression policière, etc? De mémoire et d'archives diverses: cela représente plus de 40 personnes assassinées et des milliers de blessés/ées par balles. Ou d'être assassiné/e pour réaliser une peinture de "Pain, Travail et Liberté"... Oui, la Guerre Sale est déjà présente depuis la création de la dite "transition", non seulement par les bandes para-policières -sinon par la législation- par la presse fasciste et ses acolytes. Et aussi, comment ne pas se souvenir quand le PCE a qualifié de terroristes et refusé des avocat/es aux militant/es du PCE(r) qui ont crevé sous la torture en 1977 et en 1995? Nous pourrions ajouter des centaines d'autres exemples très illustratifs. Certains d'entre eux sont sur le web et les blogs des Comités pour un SRI. 6-DE FAÇON CERTAINE, VOTRE PORTAIL SUR INTERNET EST

L'UN DES PLUS COMPLETS QUANT À LA FORMATION POLITIQUE ET LA DIFFUSION: <WWW.PRESOS.ORG.ES>. COMMENT VOYEZ-VOUS L'USAGE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES FACE À LA LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION POLITIQUE? AVEZ-VOUS EU DES DIFFICULTÉS AU MOMENT DE RENDRE PUBLIC VOTRE PORTAIL SUR LE RÉSEAU INTERNET? Notre web <PRES.O.S.> n'aborde pas la formation, ce n'est pas notre champ de travail; pour cela, il existe de très bons web ou des publications politiques. Nous prétendons diffuser les dénonciations, les convocations, la situation répressive, les actes de solidarité... si en plus, tout cela réussit à former ou au moins à réveiller les consciences: un double objectif est atteint. C'est vrai que les nouvelles technologies ont aidé à rompre le monopole informatif. Désormais, un simple blog peut rapprocher des gens très variés de réalités qui auparavant se transmettaient au travers des fanzines les plus minoritaires et coûteux- avec l'importance de l'immédiateté. A ce jour, notre web a reçu plus de 170.000 visites ce qui aurait été impossible d'atteindre au travers de revues ou de tracts, en plus des différents blog en castillan, catalan et galicien avec tout ce que cela signifie. Mais nous avertissons aussi du fait que nous pensons qu'aucune "révolution" ne peut se réaliser "cibernetiquement". Une rencontre-débat avec du contenu apportera toujours plus qu'un blog, aussi bien soigné soit-il. Quant au problème de <PRES.O.S.>, nous supposons qu'elles font partie des pages internet que l'État considère comme ennemies. Il a déjà fermé plusieurs web révolutionnaires, des journaux progressistes, des revues... ainsi nous ne pensons pas être libre de problèmes futurs. Pour l'instant, ils se concentrent davantage sur les détentions, les menaces aux compagne/ons, la réquisition d'une infinité de matériel durant les fouilles judiciaires... 7-QUE PENSEZ-VOUS DE L'ACTUEL SYSTÈME PÉNITENTIAIRE? HORMIS UN FORT CHANGEMENT SOCIAL DANS L'ÉTAT ESPAGNOL: QUELLES MESURES PRENDRIEZ-VOUS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DES PRISONNIERS/ÈRES? Nous pensons qu'elle se focalise en trois fronts imbriqués ensemble. Le premier -et le principal- est celui de la tentative d'extermination -y compris physique- des prisonnier/ères politiques (30 révolutionnaires sont mort/ées en prison durant ces 35 années de "démocratie" et plus de 1.000 souffrent de maladies incurables dues à l'incarcération); le second front est celui de la dispersion, des modules d'isolement et de châtiement, les coups... réservés aux prisonnier/ères politiques mais aussi pour les rebelles (COPEL, APRE(r), FIES...), puis enfin le 3ème front: celui de l'entrepôt de barbelés pour tous les autres qui -dans 95% des cas- sont des pauvres, des drogués ou des détenus pour délits mineurs. Les prisons capitalistes sont créées pour incarcérer -y compris à vie- tous ceux/celles qui par leurs positions révolutionnaires -ou pour faire partie de la pauvreté et la marginalité- mettent en difficulté leurs idéaux bourgeois et fascistes. 8-COMBIEN DE JOURS ONT PASSÉS EN PRISON LES ASSASSINS DÉCLARÉS DE L'ENVERGURE D'UN GÉNÉRAL GALINDO[1], MINISTRES MEMBRES DU GAL[1] OU DU BVE[1], MERCENAIRES, VOLEURS EN COL BLANC, BANQUIERS OU ESCROCS D'ÉTAT? [Note 1. Le Général GALINDO dit "le général des GAL" (Groupes Antiterroriste de Libération) et du Bataillon Vasco-Español: instruments de la Terreur d'Etat exorcé depuis la fin des années 70 par l'État espagnol avec la collaboration active des États français et italiens]. Combien ont créé la crise qui a condamné la classe ouvrière à la misère et à l'appauvrissement absolu? Combien de policier/ères tortionnaires sont en prison? Les mesures à prendre ne sont pas de caractère technique, sinon de caractère antagonique. Les prisons sont remplies de révolutionnaires et de pauvres et ceux/celles qui devraient être véritablement détenus/ées sont tellement nombreux/euses : assassins d'État, spéculateur/trices, mercenaires, politicien/nes menteur/euses et voleur/euses sans scrupules... Le débat portant sur la question si les prisons devraient exister ou non n'échappe pas à notre travail actuel, il est analysé depuis la perspective ici racontée. Mais pour autant, nous ne cessons pas d'exiger un traitement digne, la fin de la dispersion, les modules spéciaux, le regroupement en Communes... comme un pas vers l'Amnistie totale pour les révolutionnaires prisonnier/ères, l'annulation générale des peines pour les prisonnier/ères pour raisons sociales et la nécessité de juger les vrais criminels du capitalisme. 9-PARTAGEZ-VOUS LE DÉBAT AVEC UN AUTRE COLLECTIF ANTI-RÉPRESSIF DE L'ÉTAT ESPAGNOL QUI FASSE PARTIE D'AUTRES COURANTS IDÉOLOGIQUES RÉVOLUTIONNAIRES? PENSEZ-VOUS POSSIBLE AUJOURD'HUI UNE UNITÉ DE TOUT LES MOUVEMENTS SOCIAUX FACE À LA RÉPRESSION? Nous partons du fait que dans les propres Comités pour un SRI, nous ne nous définissons idéologiquement avec aucun sigle. En général, il y a des militant/es communistes, anarchistes, antifascistes, indépendantistes ou démocrates: c'est pourquoi personne ne peut nous accuser de sectarisme. Ainsi, notre relation avec d'autres collectifs anti-répressifs, de solidarité ou internationalistes est l'une de nos bases programmatiques et que nous avons mise en oeuvre, depuis notre naissance. Des personnes de toutes les idéologies se sont jointes au programme du SRI, en réalisant des apparitions ou des actions. Pour donner un exemple: en Euskal Herria, les Comités pour un SRI travaillent coude à coude avec le Mouvement Pro-Amnistie Basque avec une indépendance de critères. À ce jour, il serait totalement nécessaire une unité anti-répressive formée par tous ceux/celles qui éprouvent cette solidarité comme une nécessité vitale, mis à part la propre empathie que leur idéologie réveille chez nous. En mettant de côté les différences, nous nous concentrons sur le commun qui représente beaucoup et c'est ce qui est réellement important. Des avancées sont en train d'être réalisées comme -par exemple- pouvoir vous transmettre la campagne de solidarité avec ARENAS, au moyen d'un lien internet. Là, vous pourrez comprendre tout ce qui s'est réalisé et tout ce qui manque pour avancer sur le chemin. 10-DEPUIS VOTRE PERSPECTIVE, QUELLE RELATION ÉTABLISSEZ-VOUS ENTRE LA CRISE ET L'AUGMENTATION DE LA RÉPRESSION? La répression est intrinsèque au mode de développement capitaliste, c'est un gardien permanent; elle augmente et diminue selon ses va-et-vient et conjonctures (économiques, sociales et politiques). Mais par sa conception monopoliste, fasciste, de crise permanente: elle devient une nécessité quotidienne.

DYNAMIQUE DES COMITÉS POUR UN SRI <HTTP://WWW.PRESOS.ORG.ES> (EN CASTILLAN, BASQUE, CATALAN, GALICIEN ET FRANÇAIS)